



Assemblée générale

Distr. générale
10 mars 2008
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Îles Turques et Caïques

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1–5	3
II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques	6–19	4
III. Budget	20–23	7
IV. Situation économique	24–45	8
A. Généralités	24–27	8
B. Tourisme	28–29	9
C. Services financiers	30–33	9
D. Agriculture, pêche, bâtiment et industrie	34–39	10
E. Infrastructures	40–45	11
V. Situation sociale	46–62	13
A. Immigration et emploi	46–50	13
B. Éducation, jeunesse et sports	51–54	14
C. Santé	55–58	14
D. Criminalité	59–62	15
VI. Relations avec les organisations et partenaires internationaux	63–68	16



VII. Statut futur du territoire	69-72	17
A. Position du gouvernement du territoire.....	69	17
B. Position de la Puissance administrante	70-71	17
C. Décision prise par l'Assemblée générale	72	18

I. Généralités

1. L'archipel des Turques et Caïques est un territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Il compte 40 îles et cayes situées à 145 kilomètres au nord d'Haïti et de la République dominicaine et à 925 kilomètres au sud-est de Miami (États-Unis d'Amérique). Seules six de ces îles ont une population permanente : la Grande Turque, où se trouve Cockburn Town (capitale et centre administratif du territoire), Providenciales (centre financier et touristique), les Caïques du nord, du centre et du sud, et Salt Cay. Le territoire s'étend sur une superficie totale de 948,2 kilomètres carrés¹.

2. Les îles Turques et Caïques furent découvertes en 1512 par l'Espagne. De 1874 à 1959, elles ont été gouvernées par le Royaume-Uni en tant que territoire dépendant de la Jamaïque. Elles sont devenues une colonie distincte du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en 1962, sous le contrôle des Bahamas. Lorsque celles-ci ont accédé à l'indépendance en 1973, les îles Turques et Caïques ont été placées sous l'autorité d'un gouverneur britannique en poste à la Grande Turque².

3. Comme indiqué antérieurement, la loi de 2002 sur les territoires britanniques d'outre-mer (*British Overseas Territories Act – 2002*) prévoyait l'octroi de la nationalité britannique aux citoyens de tous les territoires du Royaume-Uni, y compris les îles Turques et Caïques.

4. D'après les renseignements fournis par la Puissance administrante, la population totale du territoire était estimée à 34 862 habitants en 2007² et selon le gouvernement du territoire, elle devrait s'accroître d'environ 2 000 habitants en 2008³. Ce chiffre représente une forte augmentation par rapport à 2001 (19 886 habitants), due principalement à l'immigration. D'après les dernières statistiques disponibles, environ 21 500 personnes, venant pour la plupart d'Haïti et de la République dominicaine, ainsi que des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Royaume-Uni et d'autres pays européens, sont considérées comme non-ressortissants (« non belongers »)⁴. Environ 11 750 citoyens des îles Turques et Caïques, dits « belongers » (ressortissants), ont le droit de voter et de se présenter aux élections générales. Le statut de « belonger » est accordé par le Cabinet en fonction de la durée de résidence sur le territoire, de la contribution à la société et du degré d'assimilation à la communauté. Il est également possible de devenir ressortissant par mariage.

5. Près des deux tiers des ressortissants et la grande majorité des expatriés (environ 17 750 personnes) résident à Providenciales⁴. Le deuxième centre de population d'importance est la Grande Turque, qui compte environ 5 700 habitants, suivi des Caïques du nord, du centre et du sud, et de Salt Cay⁴. La majorité de la population est de souche africaine, les autres habitants étant d'origine mixte ou

Note : Les renseignements figurant dans le présent document sont tirés des éléments d'information communiqués au Secrétaire général par la Puissance administrante, en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, ainsi que de publications dont certaines ont été diffusées par le gouvernement du territoire.

¹ Site Web www.depstc.org/quickstats/qstat1.html, consulté le 8 février 2007.

² Informations communiquées par la Puissance administrante le 9 janvier 2008.

³ Site Web du Gouvernement des îles Turques et Caïques (www.depstc.org/census).

⁴ *Main Situational Analysis Report*, établi par Kairi Consultants Limited, octobre 2006, p. 19.

européenne. L'anglais est la langue principale, le créole étant parlé par quelques immigrés haïtiens. Le christianisme est la principale religion de l'archipel².

II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques

6. Une nouvelle Constitution est entrée en vigueur dans les îles Turques et Caïques le 9 août 2006. Elle a été négociée comme suite au Livre blanc de 1999 du Gouvernement britannique sur les relations entre le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer⁵, qui demandait aux territoires de modifier leur législation locale dans certains domaines, pour satisfaire aux normes internationales. La loi de 2002 relative aux territoires britanniques d'outre-mer est entrée en vigueur en mai 2002⁶.

7. Selon la nouvelle Constitution, le territoire des îles Turques et Caïques est toujours géré selon un système ministériel de gouvernement, le Gouverneur étant nommé par la Puissance administrante². Le Gouverneur actuellement en exercice est Richard Tauwhare, qui a pris ses fonctions le 11 juillet 2005. La nouvelle Constitution a porté création d'un poste de gouverneur adjoint qui doit être pourvu par un ressortissant nommé par le Gouverneur. Le premier Gouverneur adjoint, M^{me} Mahala Wynns, a été nommé le 9 août 2006⁷.

8. Le pouvoir exécutif est exercé par un Cabinet, dirigé par un Premier Ministre, M. Michael Misick, et composé du Gouverneur qui en assure la présidence, du Premier Ministre, de six autres ministres et du Procureur général. Le Gouverneur est responsable des affaires étrangères, de la défense, de la sécurité intérieure, y compris la police, et de certaines questions de service public, notamment la réglementation des services financiers internationaux, et consulte le Cabinet selon les besoins. Les autres portefeuilles sont administrés par les divers ministres du Cabinet. Le Gouverneur suit les conseils du Cabinet dans ces domaines sauf instruction contraire du Secrétaire d'État s'exprimant au nom de la Puissance administrante. Un Conseil de sécurité national consultatif, présidé par le Gouverneur, fait des recommandations au Cabinet sur les questions de sécurité nationale.

9. Depuis l'entrée en vigueur de la Constitution en 2006, le territoire dispose en outre d'une Chambre d'Assemblée composée d'un Président, de 15 membres élus, de quatre membres nommés et du Procureur général².

10. Le territoire compte deux principaux partis politiques : le People's Democratic Movement (PDM), créé en 1975, et le Progressive National Party (PNP), créé en 1980.

11. Les dernières élections générales se sont tenues le 9 février 2007, avec un taux de participation de 85 %⁸. Le PNP, parti au pouvoir dirigé par le Premier Ministre

⁵ « *Partnership for Progress and Prosperity : Britain and the Overseas Territories* », (Partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer), Livre blanc présenté à la Chambre des communes le 17 mars 1999 par le Secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth.

⁶ Voir A/AC.109/2006/15, www.opsi.gov.uk, mémorandum explicatif relatif à l'ordonnance constitutionnelle de 2006 des îles Turques et Caïques (Instrument statutaire 2006 n° 1913).

⁷ www.turksandcaicosislands.gov.tc, 14 août 2006.

⁸ Ibid., 22 février 2007.

M. Misick, a remporté 13 sièges et le PDM en a remporté deux⁹. Les membres du nouveau Cabinet ont prêté serment devant le Gouverneur le 12 février 2007¹⁰. Pour ces élections, la Chambre d'Assemblée a décidé de porter le nombre de circonscriptions de 13 à 15 de manière à tenir compte de l'accroissement de la population de Providenciales¹¹.

12. Les prochaines élections générales sont prévues pour avril 2011¹².

13. L'appareil judiciaire est fondé sur la Common Law anglaise. Aux termes de la nouvelle Constitution de 2006, il continue de comporter des *magistrate' courts*, la Cour suprême et la Cour d'appel, le recours ultime étant l'appel devant le Conseil privé (*Privy Council*). Sur l'avis de la nouvelle Commission du service judiciaire, le Gouverneur nomme les juges et les magistrats. Les postes de procureur général et de président de la Cour suprême ont été internationalement annoncés et ont été pourvus par des candidats en provenance du Royaume-Uni².

14. Dans le cadre de l'examen constitutionnel qui a débouché sur l'élaboration de la Constitution de 2006, la question de l'éventuel degré d'autonomie, notamment la possibilité d'une pleine autonomie interne, a revêtu une importance particulière pour les îles Turques et Caïques. La position du Royaume-Uni est demeurée, quant à elle, inchangée, à savoir que les territoires peuvent opter pour l'indépendance si ce choix leur est offert et s'il correspond au souhait clairement exprimé de la population; toutefois, dans la mesure où ces territoires entretiennent des liens avec le Royaume-Uni, celui-ci doit conserver des pouvoirs suffisants pour s'acquitter de ses responsabilités globales envers eux. C'est pourquoi l'Organe d'examen de la modernisation de la Constitution a expliqué que, vu la position du Royaume-Uni, constitution prévoyant une pleine autonomie interne (par exemple, une constitution du style de celle des Bermudes) constituait une constitution « pré-indépendance » et devait s'accompagner d'un calendrier pour l'accession à l'indépendance. Une fois les choses bien établies, l'option de l'indépendance a reçu un accueil plutôt tiède dans le territoire¹³ (pour davantage d'informations, voir le précédent document de travail publié sous la cote A/AC.109/2007/5). Le texte de la nouvelle Constitution a été convenu entre le Gouvernement britannique et celui des îles Turques et Caïques en octobre 2005⁶ et est entré en vigueur le 9 août 2006¹⁴.

15. Tandis que ce processus avait lieu, et sur la demande du gouvernement du territoire, le Comité spécial de la décolonisation a envoyé une mission dans les îles Turques et Caïques du 2 au 7 avril 2006, première mission de visite se rendant dans le territoire depuis 1980, pour évaluer la situation sur le terrain et donner aux groupes intéressés et au public des informations sur les questions d'autodétermination. S'agissant des différents choix politiques, la mission a estimé dans son rapport que la politique de la Puissance administrante consistant à n'offrir ni l'intégration ni la libre association avait compliqué davantage la situation et conduit apparemment une grande partie de la population de l'archipel à rejeter ces formules, même après qu'il lui eût été expliqué que le territoire pouvait exercer ces

⁹ www.caribbeannetnew.com, 12 février 2007.

¹⁰ www.tcifreepress.com, 15 février 2007.

¹¹ www.tcifreepress.com, 13 janvier 2007.

¹² www.eiu.com, Rapport de pays, janvier 2008.

¹³ Information communiquée par la Puissance administrante le 9 janvier 2007.

¹⁴ Mémoire explicatif au décret constitutionnel des îles Turques et Caïques, 2006 (Instrument statutaire 2006, n° 1913), www.opsi.gov.uk.

choix avec des pays autres que le Royaume-Uni. Il convient de faire remarquer à cet égard que la direction politique du parti au pouvoir avait engagé des négociations avec le Canada, dernièrement en 2004, sur l'éventualité d'un accord de libre association, ce qui prouve que, dans les hautes sphères politiques, on savait très bien que ces choix étaient possibles¹⁵.

16. Lors d'une visite aux Bahamas en octobre 2007, le Premier Ministre, M. Misick, a réitéré ce qui avait été dit au sujet de l'indépendance, notant que c'était son parti qui avait décidé qu'en dernière analyse, il souhaiterait que les Turques et Caïques deviennent un pays indépendant en temps opportun. Le Premier Ministre a souligné que le maintien de l'indépendance économique restait prioritaire, ajoutant que l'occasion était donnée au territoire de devenir dans les cinq prochaines années un pays de premier plan doté d'infrastructures modernes. Il a déclaré : « Nous assemblons toutes les infrastructures nécessaires à la viabilité économique du pays pour faciliter la transition vers l'indépendance, quand le peuple choisira cette option, si tant est qu'il le choisisse ». Le Premier Ministre a par ailleurs noté qu'il y avait certains avantages à conserver des liens avec le Royaume-Uni, tels que la poursuite d'études sans avoir à payer les frais supplémentaires imposés aux étudiants internationaux et la possibilité de trouver un emploi sans devoir obtenir un permis de travail¹⁶.

17. Le 5 juillet 2007, le Comité des affaires étrangères de la Chambre des Communes du Royaume-Uni a commencé une enquête approfondie sur la façon dont le Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth s'acquittait de ses responsabilités envers les territoires d'outre-mer et sur les progrès qu'il avait accomplis au regard de sa priorité stratégique n° 10, la sécurité et la bonne gouvernance des territoires d'outre-mer. Lors de la première session de dépositions devant le Comité des affaires étrangères de la Chambre des communes à Londres le 3 décembre 2007, le Premier Ministre, M. Misick, a déclaré qu'il était grand temps que tous les territoires entretiennent une relation moderne avec le Royaume-Uni et adoptent un véritable gouvernement collégial, comme à Gibraltar et aux Bermudes, où le Ministre principal, ou le Premier Ministre, était à la tête du Cabinet. Pour ce qui était de la nouvelle Constitution de son territoire, il a constaté que bien que celle-ci soit certes opérationnelle, il n'en restait pas moins convaincu qu'une autonomie maximale aurait pu être donnée dans le cadre de la relation avec le Royaume-Uni¹⁷.

18. Le Premier Ministre a par ailleurs insisté sur la nécessité d'améliorer les relations entre le Parlement britannique et les membres des Parlements des territoires d'outre-mer. Ces territoires devaient être représentés comme l'étaient l'Écosse et le Pays de Galles, et ce à la Chambre des Communes ou ailleurs. Sur des questions telles que la sécurité et certains éléments liés aux relations extérieures, le Premier Ministre était aussi convaincu qu'il était possible de déléguer dans une certaine mesure les pouvoirs du Gouverneur¹³.

19. Dans un autre domaine, le Comité des affaires étrangères a également interrogé le Premier Ministre au sujet d'allégations de graves irrégularités financières ayant eu pour cadre les îles Turques et Caïques. D'après les informations reçues par le Comité, la corruption sévirait, notamment au niveau gouvernemental;

¹⁵ Rapport de la mission de visite du Comité spécial publié sous la cote A/AC.109/2006/19.

¹⁶ TCI Free Press, tci.freepress.com, 31 octobre 2007 et tcweeklynews.com, 22 octobre 2007.

¹⁷ www.parliament.uk.

le Comité a toutefois fait remarquer qu'il n'était parvenu à se faire aucune opinion ou à tirer aucune conclusion en la matière. Le Premier Ministre, M. Misick, a catégoriquement nié qu'il existait une forme quelconque de corruption au niveau du gouvernement du territoire. Il a par ailleurs informé le Comité qu'un projet de loi sur la lutte contre la corruption en était au stade de la première lecture au Parlement et que le Gouvernement avait l'intention de l'adopter au cours du premier trimestre de 2008¹³.

III. Budget

20. Le budget, établi sur une base triennale, est révisé tous les ans. L'exercice budgétaire va d'avril à mars¹⁸.

21. Dans son allocution sur le budget de 2007-2008 prononcée le 23 avril 2007, le Ministre des finances a établi le montant total des dépenses ordinaires à environ 231 millions de dollars des États-Unis, soit une augmentation de 16 % par rapport à l'exercice budgétaire précédent. En outre, on s'attend à ce que les recettes courantes atteignent 237 millions de dollars, soit une augmentation de 15 % par rapport aux chiffres de 2006-2007. À la fin de l'exercice budgétaire 2005-2006, l'excédent était de 17,5 millions de dollars. On prévoit un excédent de 5,8 millions de dollars pour l'exercice 2007-2008¹⁹.

22. S'il est vrai que l'économie du territoire a de manière générale beaucoup évolué au cours de ces 20 dernières années, le Gouvernement reconnaît qu'il existe de profonds écarts à combler entre les îles et les groupes sociaux. Au nombre des mesures prises a figuré le lancement d'un plan décennal de développement national le 27 octobre 2005, sur lequel il a été fait rapport dans le document de travail de 2007 (publié sous la cote A/AC.109/2007/5), et qui a pour objectif de donner une vue à long terme du développement du territoire et de définir un cadre stratégique pour les activités des secteurs public et privé²⁰. Le plan se compose d'une série de cycles triennaux liés au programme d'investissement du secteur public et au programme concernant les dépenses renouvelables²¹. Lorsqu'il a présenté le budget en avril 2007, le Ministre des finances a noté que le Gouvernement avait l'intention de se servir du Plan de développement pour élaborer ses budgets futurs, de manière à ce que les allocations budgétaires soient conformes aux objectifs définis dans le Plan.

23. Ces dernières années, les îles Turques et Caïques ont reçu, en plus des fonds provenant du Royaume-Uni, un financement de l'Union européenne et d'organismes multilatéraux. Par exemple, en 2007, au titre du programme 9 du Fonds européen de développement, les îles Turques et Caïques ont reçu 13 millions de dollars au titre de la construction d'un viaduc entre la Caïque du nord et la Caïque du centre (voir également sect. IV E). Par ailleurs, des négociations sur l'assistance européenne

¹⁸ Indicateurs économiques et sociaux de 2005. Banque de développement des Caraïbes, Département de l'économie, avril 2006.

¹⁹ Allocution sur le budget 2006-2007, mai 2006, p. 12 et 21.

²⁰ www.depstc.org, communiqué de presse, mai 2006.

²¹ Discours de M. Hall sur le lancement du plan décennal de développement des îles Turques et Caïques, 27 octobre 2005, www.depstc.org.

future aux îles Turques et Caïques au titre du programme 10 du Fonds devraient commencer au début de l'année 2008²².

IV. Situation économique

A. Généralités

24. Depuis les années 80, le tourisme haut de gamme, les services financiers internationaux, la pêche, la construction et la vente de biens immobiliers constituent les principaux piliers de l'économie. Les investisseurs étrangers, venant principalement du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis, jouent un rôle important dans la vie économique des îles Turques et Caïques. Les investissements ont tendance à se concentrer dans l'île de Providenciales²³. Le gouvernement du territoire ne prélève pas de taxes sur les recettes des entreprises, ni d'impôts sur le revenu ou les plus-values en capital, ni de droits de succession. Le dollar des États-Unis est la monnaie officielle des îles Turques et Caïques.

25. Selon la Puissance administrante, l'économie est demeurée dynamique pendant la majeure partie de l'année 2007. La croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2006 a été estimée à 10,8 %, après une croissance de 12 % en 2005 et de 11,6 % en 2004. Le PIB à prix constants a continué d'augmenter, passant de 368 724 dollars en 2004 à 413 005 dollars en 2005 et à 457 726 dollars en 2006.

26. Le tourisme et le développement de l'immobilier qui l'accompagne – essentiellement sur Providenciales – représentent 53,9 % du PIB, et le secteur des services financiers 11,8 %²⁴. Selon le Département de la planification économique et des statistiques du gouvernement du territoire, en 2006, l'agriculture et la pêche ont représenté 1,3 % du PIB, l'industrie 7,2 % et les services 16 %²⁵.

27. L'essor du tourisme et du bâtiment gagne à présent les Caïques et la Grande Turque. Le gouvernement du territoire a énormément investi dans des projets d'infrastructure – routes, ports et aéroports. En décembre 2007, le Ministre des finances, le Premier Ministre adjoint et le Ministre de la santé ont signé un accord de financement de deux nouveaux hôpitaux à la Grande Turque et à Providenciales. Ces hôpitaux, qui nécessiteront un investissement d'environ 100 millions de dollars, représentent le plus important projet d'équipement jamais mis en place par le Gouvernement²⁶. En outre, la RBTT Merchant Bank de Trinité-et-Tobago a consenti une mise de fonds allant de 50 millions à 100 millions de dollars des États-Unis au titre de la construction d'établissements scolaires, d'installations de loisirs, d'un nouveau tribunal et d'un nouveau siège de la police²⁷.

²² www.depstc.org, communiqués de presse, novembre 2006.

²³ www.eiu.com, profil de pays, îles Turques et Caïques, rapport principal, 7 juin 2006.

²⁴ Enquête économique dans les Caraïbes, 2005-2006, octobre 2006 (<http://www.eclac.cl/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/sml/9/26989.xml&xsl=/portofspain/tpl-i/p9f.xsl&base=/portofspain/tpl-i/top-bottom.xslt>).

²⁵ www.depstc.org, statistiques de la main-d'œuvre et de l'emploi.

²⁶ The Economic Intelligence Unit, www.eiu.com, Rapport de pays de 2008.

²⁷ www.Caribbeannews.com, 16 janvier 2008.

B. Tourisme

28. Le secteur touristique de l'archipel a continué d'enregistrer l'un des taux de croissance les plus rapides de toutes les Caraïbes (41 % en 2006). Le nombre de touristes a plus que triplé depuis 1995, pour passer de 78 957 à 248 343 en 2006. D'après le Directeur du Conseil du tourisme, une nouvelle croissance de 9 à 11 % est escomptée pour la période 2006-2007²⁸. La plupart des touristes viennent des États-Unis (68 % du nombre total), suivis par le Canada (12 %) et l'Europe (10 %)²⁹.

29. La grande majorité des touristes (84 %) vont dans les stations balnéaires de Providenciales. Le projet de construction d'un port pour les navires de croisière Carnival sur la Grande turquoise, d'un coût de 35 millions de dollars, a été achevé en 2006. Avec plus de 200 navires de croisière et 400 000 passagers ayant fait escale avant la fin de 2007, cette gare maritime a donné aux petites entreprises et aux petits commerçants de la Grande Turque l'occasion de faire des affaires, ce qui a stimulé l'économie de l'île² d'une façon qui a dépassé de loin toutes les espérances. D'après le calendrier des escales des navires de croisière sur la Grande Turque, on estime que 148 bateaux de croisière devraient faire halte à la Grande Turque au cours des 10 premiers mois de l'année 2008³⁰.

C. Services financiers

30. Les services financiers, dont l'enregistrement des entreprises, les activités fiduciaires et l'assurance, sont la deuxième source de recettes extérieures après le tourisme et le troisième employeur des îles Turques et Caïques. En septembre 2007, le Gouvernement a adopté un projet de loi sur les services financiers, l'ordonnance de la Commission des services financiers, que le Ministre des finances a décrit comme une importante initiative sur la voie d'une économie mixte plus diversifiée³¹. D'après les informations fournies par la Puissance administrante, les principaux objectifs de cette ordonnance sont les suivants : veiller à l'indépendance de la Commission des services financiers du Gouvernement en séparant les activités financières; préciser quelles sont les sanctions que peut imposer la Commission en cas de violation de la législation, des réglementations et des directives; et éliminer toute délégation de responsabilité et rendre l'autorité à la direction de la Commission des services financiers pour toutes les questions qui en relèvent³².

31. Dans le discours qu'il a fait le 14 janvier 2008 devant les habitants des îles, le Premier Ministre a annoncé que pour veiller au maintien de la compétitivité du territoire en matière d'investissements mondiaux, il avait été décidé de relever son Cabinet de certaines des fonctions qui lui étaient actuellement dévolues à compter du 1^{er} avril 2008. Le Premier Ministre a ajouté qu'un organisme bancaire, baptisé Banque de développement des Turques et Caïques, serait établi au sein du Ministère des finances, pour lui permettre de mieux autonomiser les ressortissants en facilitant

²⁸ www.suntci.com/year.asp : site consulté le 22 janvier 2008.

²⁹ www.depstc.org/stat/economic/tourism.html : site consulté le 22 janvier 2008.

³⁰ www.travelvideo.tv/news/comments.php, 11 janvier 2007, et « Turks and Caicos Sun » www.suntci.com, 29 février 2008.

³¹ <http://www.suntci.com/financial.asp>.

³² Information communiquée par la Puissance administrante le 5 février 2008.

la formation, la gestion des petites entreprises et l'esprit d'entreprise et en obtenant des capitaux pour accroître les crédits. Entre-temps, l'organisme de promotion du commerce et des investissements dans les îles Turques et Caïques relèverait toujours du Cabinet du Premier Ministre, la priorité consistant à encourager les investissements étrangers, les échanges et la commercialisation des services financiers³³.

32. Selon la Puissance administrante, la responsabilité constitutionnelle de la réglementation internationale du financement offshore du territoire continue d'incomber au Gouverneur.

33. Les sociétés offshore continuent de trouver attrayants le fait que le dollar des États-Unis est la monnaie officielle, l'absence d'impôts directs, le développement du système financier, la simplicité et la rapidité des procédures d'inscription au registre du commerce, la grande liberté financière ainsi que la confidentialité. Plusieurs nouveaux textes législatifs visant à améliorer le cadre réglementaire sont en cours d'élaboration, notamment des ordonnances visant l'examen séparé du secteur bancaire, de celui des assurances et de celui des entreprises. Une ordonnance sur les transferts de fonds est entrée en vigueur en octobre 2007³⁴.

D. Agriculture, pêche, bâtiment et industrie

34. La production agricole, essentiellement concentrée dans les Caïques du nord et du centre, est faible et consiste essentiellement en une agriculture de subsistance³⁵. Ces dernières années, le secteur a commencé à se développer : on trouve de plus en plus de produits à vendre à Providenciales et une nouvelle coopérative agricole a été créée. L'agriculture et la pêche occupent environ 20 % de la main-d'œuvre du territoire²⁵. Les efforts se poursuivent en vue d'établir une politique agricole visant à aider les agriculteurs locaux et à promouvoir la culture de produits de substitution à certaines denrées importées. Les investissements dans des activités d'exportation à forte valeur ou très spécifiques comme l'élevage de poissons, notamment tropicaux, et de crevettes, la culture maraîchère hydroponique et l'horticulture ornementale sont très prometteurs. Le Département de la planification économique et des statistiques du gouvernement du territoire a indiqué que durant la période considérée, la part de l'agriculture et de la pêche dans le PIB avait été de 1,3 %³⁶.

35. La conque et le homard sont les principaux produits de la pêche. D'après la Puissance administrante, les îles Turques et Caïques sont les seules au monde à avoir un établissement commercial d'élevage de conques destinées à l'exportation. Le Ministère des ressources naturelles, de la pêche et de l'environnement a également lancé un projet de recherche d'une durée de cinq ans visant à évaluer les possibilités de doter les îles d'installations destinées à l'élevage du homard³⁷. Un projet pilote portant sur la production de crevettes et de tilapias dans des

³³ *Turks and Caicos Sun*, www.suntci.com, 15 janvier 2008.

³⁴ Information communiquée par la Puissance administrante le 5 février 2008.

³⁵ *Ibid.*, p. 55.

³⁶ www.depstc.org, statistiques relatives à la main-d'œuvre et à l'emploi.

³⁷ www.Caribbeannews.com, 21 janvier 2008.

établissements piscicoles est prévu pour le printemps 2008, l'objectif étant de commencer l'exploitation commerciale à la fin de 2009³⁸.

36. En 2007, le Département de l'environnement et des ressources côtières a lancé une campagne de sensibilisation aux questions écologiques, qui s'adressait tout particulièrement aux entreprises et définissait leur rôle dans les efforts de conservation déployés par le territoire. En novembre de la même année, le Gouvernement des îles Turques et Caïques a accueilli, à Providenciales, une conférence régionale sur l'environnement consacrée à la promotion des cultures écologiques dans les petits États insulaires, qui a permis aux chefs de gouvernement et aux ministres de l'environnement de la Communauté des Caraïbes et des territoires britanniques d'outre-mer d'examiner les mesures de politique générale prises, les progrès législatifs accomplis, les innovations technologiques et les travaux de recherche menés dans leurs pays respectifs dans le domaine de la gestion de l'environnement³⁹. Dans une allocution qu'il a prononcée en janvier 2008, le Premier Ministre a annoncé la décision du Gouvernement de créer un organisme faitier, appelé Environmental Protection Agency (Agence de protection de l'environnement), chargé de toutes les questions relatives à la protection, à la sauvegarde et à la gestion de l'environnement.

37. Plusieurs sociétés internationales de construction sont établies dans les îles Turques et Caïques. Le sable et les pierres extraits des carrières locales servent à construire notamment des hôtels et des établissements commerciaux²⁵. D'après les derniers chiffres disponibles concernant les ventes immobilières, les transactions de grande valeur ont fortement augmenté en 2006, avec une hausse du nombre brut de ventes (157) de 44 % par rapport à 2005, soit une valeur totale de 83 millions de dollars⁴⁰.

38. Comme indiqué dans le document de travail de 2006, en février 2006, le gouvernement du territoire a lancé le premier programme de logements abordables pour tous les ressortissants et résidents. Il prévoit de construire entre 70 et 500 logements⁴¹. Au début de 2007, les 107 premiers occupants des logements sociaux de Blue Hill (Providenciales) ont emménagé dans 20 maisons neuves⁴².

39. La fabrication de produits locaux comme les produits d'artisanat a progressé en même temps que le fort développement économique et le tourisme⁴³.

E. Infrastructures

40. Les moyens de transport et de communication sont de qualité décente. Le réseau routier couvre environ 120 kilomètres, dont 24 kilomètres de routes bitumées à la Grande Turque, à Providenciales et dans les Caïques²⁵. Comme indiqué au paragraphe 23 ci-dessus, il a été fait appel au Fonds européen de développement pour construire un nouveau viaduc reliant les deux plus grandes Caïques (celle du nord et celle du centre). Inauguré par le Premier Ministre, M. Misick, en octobre

³⁸ « Shrimp News International », www.shrimpnews.com, 14 décembre 2007.

³⁹ www.Caribbeanetnews.com, 7 septembre 2007.

⁴⁰ Site www.turksandcaicosproperty.com, consulté le 31 janvier 2007.

⁴¹ Voir A/AC.109/2006/15.

⁴² www.tcifreepress.com, 27 janvier 2007.

⁴³ www.tcinvest.tc/manufacturing.htm.

2007, ce viaduc fait partie d'une série d'initiatives visant à améliorer les transports entre les îles. Un réseau de routes goudronnées allant de la pointe ouest de la Caïque du nord à la pointe est de la Caïque du centre a également été construit²⁵. Dans le cadre d'un projet de réaménagement aéroportuaire évalué à 70 millions de dollars, l'aéroport de la Caïque du nord est en cours de modernisation pour lui permettre de faire face à l'augmentation attendue du trafic. Une nouvelle aérogare sera également construite pour décongestionner l'aéroport international de Providenciales, dont la piste d'atterrissage passera de 2 300 à 3 000 mètres environ pour pouvoir accueillir des vols transatlantiques. Le gouvernement du territoire poursuivra la construction de ponts, concrétisant la liaison prévue avec East Harbour, dans la Caïque du sud, en vue de relier les trois Caïques⁴⁴.

41. Durant la période considérée, les aéroports de Providenciales et de la Grande Turque ont accueilli des vols réguliers en provenance des Bahamas, des États-Unis d'Amérique, d'Haïti, de la Jamaïque, de la République dominicaine et du Royaume-Uni.

42. Les services aériens nationaux entre les îles sont assurés par Skyking, Turks and Caicos Airways et quelques compagnies locales de vols affrétés. Les Caïques du nord, du centre et du sud sont dotées de pistes d'atterrissage bitumées⁴⁵.

43. Le principal port commercial (South Dock) se trouve à Providenciales. La Grande Turque dispose elle aussi d'un port commercial et un nouveau port en eau profonde a été construit dans la Caïque du nord en 2007⁴⁶.

44. Comme indiqué dans le document de travail de 2006 (A/AC.109/2006/15), Cable and Wireless, société de télécommunications britannique, assurait tous les services téléphoniques intérieurs et internationaux. En juillet 2004, la loi sur les télécommunications est venue progressivement libéraliser le secteur et a porté création d'une commission chargée de réglementer l'industrie. Depuis que Cable and Wireless a renoncé à sa licence exclusive, le processus de libéralisation devrait amener quatre sociétés au total à desservir l'ensemble des îles. Deux sociétés, Digicel et Island.com, sont déjà à pied d'œuvre⁴⁷, ce qui a permis d'étendre la gamme de services disponibles et d'améliorer la couverture à partir de téléphones portables.

45. On compte 12 chaînes de télévision câblées à la Grande Turque et 32 à Providenciales, ainsi que 6 stations de radio. Le 28 janvier 2008, TCI New Media Network a officiellement ouvert la période d'essai en vue du lancement d'une nouvelle chaîne de télévision nationale. Il n'existe pas de quotidien, mais le premier forum d'information quotidien en ligne des îles Turques et Caïques a été lancé par leur réseau de télévision WIV4 en novembre 2007⁴⁸. Les journaux *Turks and Caicos Weekly News* et *Turks and Caicos Sun* sont des hebdomadaires, tandis que le *Turks and Caicos Islands Free Press* est un bimensuel. En outre, le *Times of the Islands*, magazine international spécialisé dans le commerce et le tourisme est une publication trimestrielle²⁵.

⁴⁴ « The Economist Intelligence Unit », www.eiu.com, rapport de pays de 2008, et allocution prononcée par le Premier Ministre, M. Misick, le 14 janvier 2008, www.suntci.com.

⁴⁵ Informations fournies par la Puissance administrante, 9 janvier 2007; www.eiu.com, profil de pays, 7 juin 2006.

⁴⁶ Eagle Land Developments Turks & Caicos Islands, 2007, www.caicosproperties.tc/News.html.

⁴⁷ Informations fournies par la Puissance administrante, 9 janvier 2008.

V. Situation sociale

A. Immigration et emploi

46. Le 3 décembre 2007, lors de la première séance que la Commission des affaires étrangères a consacrée à l'écoute des dépositions dans l'enquête sur les territoires d'outre-mer, le Premier Ministre, M. Misick, a déclaré que l'une des plus graves menaces pesant sur les îles Turques et Caïques était l'immigration illégale en provenance d'Haïti. Il a indiqué que chaque semaine, 400 à 500 personnes en moyenne rejoignaient les îles Turques et Caïques à bord d'embarcations et que le Gouvernement dépensait « des millions de dollars pour les rapatrier sans aucune assistance financière du Royaume-Uni ». Il a également indiqué que si des navires de la Royal Navy s'étaient rendus dans les îles de temps à autre, ils n'avaient pas fourni d'aide pour ce qui était des patrouilles à effectuer dans les eaux entourant les îles¹³.

47. Certains problèmes sociaux, comme le surpeuplement, la crise du logement et l'augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes, se posent tout particulièrement aux travailleurs migrants, tant les immigrés haïtiens que chinois vivant entassés dans des camps de fortune⁴⁹. Fin septembre 2007, trois immigrés haïtiens, qui attendaient d'être expulsés des îles Turques et Caïques, sont morts dans un centre de détention surpeuplé, vraisemblablement de déshydratation. Ce centre s'était occupé d'un grand nombre d'immigrés haïtiens et c'était la deuxième fois que des détenus y perdaient la vie. Ces événements ont attiré l'attention sur le traitement réservé aux immigrés haïtiens⁵⁰.

48. En septembre 2006, le Département de l'économie, de la planification et des statistiques a estimé à 18 966 personnes la main-d'œuvre des îles Turques et Caïques pour l'année 2005. Les services occupent environ 70,9 % de la main-d'œuvre, suivis de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche. Les Haïtiens, au nombre de 4 154 en 2006, étaient, en ordre d'importance, le deuxième groupe d'employés après les ressortissants des îles Turques et Caïques⁵¹.

49. Au cours de la période 1990-2004, le taux de chômage n'est jamais descendu en dessous de 12 %; en 2006, il s'est établi à 8 %. Le chômage affecte néanmoins inégalement les différentes parties du territoire; Providenciales connaît pratiquement le plein emploi, tandis que sur les autres îles, le taux de chômage oscille entre 14 % et 20 %. Il est ainsi courant que les habitants se rendent d'une île à une autre à la recherche d'un emploi².

50. En application de l'ordonnance de 2004 sur l'emploi, les îles Turques et Caïques ont fixé le salaire horaire minimum de base à 5 dollars à compter du 1^{er} décembre 2006⁵². Les syndicats sont interdits dans les îles Turques et Caïques. Les conflits de travail sont réglés devant le tribunal des prud'hommes du territoire⁵³.

⁴⁸ <http://wiv4.wordpress.com/about-2/>.

⁴⁹ <http://tcweeklynews.com/>, 8 octobre 2007, et www.suntci.com, 20 novembre 2007.

⁵⁰ www.eiu.com, rapport de pays, îles Turques et Caïques, janvier 2008.

⁵¹ Statistiques sur la main-d'œuvre et l'emploi (www.depstc.org).

⁵² www.caribbeannetnews.com, 1^{er} décembre 2006.

⁵³ <http://www.suntci.com/unions.asp>, 26 septembre 2007.

B. Éducation, jeunesse et sports

51. L'enseignement sur le territoire est gratuit et obligatoire pour les enfants de 5 à 16 ans. Les îles disposent en tout de 39 écoles fréquentées par 5 257 élèves, du préscolaire à l'enseignement supérieur. Parmi elles, on dénombre 14 écoles publiques, dont 10 écoles primaires et 4 établissements secondaires. Bien que les écoles privées soient plus nombreuses que les écoles publiques, ces dernières accueillent plus d'élèves : 3 291 contre 1 966 pour les établissements privés⁵⁴. Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, il existe également un « community college » représenté à la Grande Turque et à Providenciales, qui offre des cycles d'études (essentiellement une formation professionnelle) échelonnés sur deux ans. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 98 %².

52. L'augmentation du montant des dépenses prévues pour l'exercice budgétaire 2006-2007 couvre notamment une hausse de l'assistance à la Commission des sports, qui passe à 818 396 dollars, et du montant des bourses, qui s'élève désormais à 13 millions de dollars⁵⁵. Depuis janvier 2007, les citoyens des territoires d'outre-mer paient dans les universités anglaises les mêmes droits de scolarité que ceux acquittés par les étudiants britanniques⁵⁶.

53. Le territoire a ouvert sa première école hôtelière le 6 janvier 2007. Celle-ci offre des cours spécialisés pour aider les habitants intéressés des îles Turques et Caïques à se lancer dans l'industrie touristique⁵⁷.

54. Pour la première fois de leur histoire, les îles Turques et Caïques ont accueilli avec succès les Jeux de l'Association de libre-échange des Caraïbes à Providenciales les 6 et 7 avril 2007⁵⁸. Le 3 décembre 2007, lors de la première séance que la Commission des affaires étrangères a consacrée à l'écoute des dépositions dans l'enquête sur les territoires d'outre-mer, le Premier Ministre, M. Misick, a émis l'idée d'une équipe olympique des îles Turques et Caïques. « En dépit du fait que nous avons des relations constitutionnelles avec le Royaume-Uni, chacun de nos divers territoires a son identité propre qui le distingue des autres. Les populations ont leurs aspirations propres et leur fierté nationale. Or, rien au monde ne peut davantage entretenir la fierté et l'identité nationales que le sport. J'estime qu'il s'agit d'une injustice », a-t-il dit⁵⁹.

C. Santé

55. Le réseau hospitalier public comprend le principal centre hospitalier, l'hôpital de la Grande Turque et le dispensaire Myrtle Rigby, situés à Providenciales. Il existe également neuf dispensaires communautaires répartis sur six îles : un complexe sanitaire de 30 lits à la Grande Turque et un dispensaire public à Providenciales, les

⁵⁴ Département de la planification économique et des statistiques des îles Turques et Caïques, février 2008, www.depstc.org.

⁵⁵ Présentation du budget 2006-2007, mai 2006, p. 28.

⁵⁶ <http://www.fco.gov.uk>, 23 novembre 2006, Lord Triesman, Ministre des territoires d'outre-mer, huitième réunion du Conseil consultatif des territoires d'outre-mer, tenue les 21 et 22 novembre 2006.

⁵⁷ www.suntci.com, 2 février 2007.

⁵⁸ www.jonesbahamas.com, 18 avril 2006.

⁵⁹ www.parliament.UK.

Caïques du centre et du nord ayant deux dispensaires chacune, et la Caïque du sud et Salt Cay un dispensaire chacune⁶⁰. Comme indiqué plus haut, en décembre 2007, le Ministre des finances et le Ministre de la santé ont signé un accord de financement de deux nouveaux hôpitaux à la Grande Turque et à Providenciales pour un coût estimé à 100 millions de dollars⁶¹.

56. En 2007, des responsables de l'American International Institute of Health Sciences se sont rendus dans les îles Turques et Caïques en vue d'y créer une faculté de médecine, qui devrait ouvrir ses portes en mai 2008⁶².

57. Pour tous soins autres que les soins de santé de base, les habitants des îles Turques et Caïques sont traités à Miami (États-Unis d'Amérique), aux frais du gouvernement du territoire. Toutefois, dans son allocution annuelle de 2008, le Premier Ministre, M. Misick, a souligné les préoccupations qu'inspiraient au Gouvernement les coûts élevés des traitements médicaux à l'étranger et noté que cette option n'était plus viable, car ces traitements conduisaient sans cesse à dépasser largement les prévisions de dépenses figurant dans le budget. Le Gouvernement envisageait donc de présenter un plan national d'assurance maladie destiné à réduire les coûts, tout en assurant que l'exécution de ce plan serait précédée d'une phase de consultation populaire. Le Premier Ministre a relevé qu'avec la construction des nouveaux hôpitaux, on pouvait espérer que cette nouvelle initiative contribuerait à éliminer la nécessité de se rendre à l'étranger pour des soins médicaux.

58. Dans le budget de 2006-2007, environ 31 182 000 dollars ont été alloués aux services de santé, contre 28 millions au cours de l'exercice précédent⁶³.

D. Criminalité

59. Comme indiqué plus haut, les îles Turques et Caïques sont confrontées à un problème de grande ampleur résultant de l'immigration illégale, principalement en provenance d'Haïti.

60. Le gouvernement du territoire a entamé des pourparlers avec le Gouvernement haïtien afin de négocier un mémorandum d'accord portant sur l'introduction clandestine d'Haïtiens et leur rapatriement. Des responsables haïtiens se sont rendus dans les îles Turques et Caïques en août 2007. Selon le Premier Ministre, M. Misick, comme on l'a mentionné à la section V. A. ci-dessus, chaque semaine, entre 400 et 500 personnes en moyenne quittent Haïti à bord d'embarcations à destination des îles Turques et Caïques où certains cherchent un emploi et d'autres font escale avant de tenter de rejoindre les Bahamas ou les États-Unis d'Amérique. Le Département de police local, notamment l'unité spéciale de police chargée de l'immigration et des douanes, travaille activement au contrôle des frontières et à la détection et au rapatriement des immigrants illégaux, en utilisant davantage de véhicules, d'aéronefs, de matériel et de personnel pour les localiser, ainsi que des bateaux pour patrouiller les eaux territoriales des Turques et Caïques afin de lutter contre la

⁶⁰ Kairi Consultants Limited, Main Situational Analysis Report, octobre 2006, p. 81.

⁶¹ www.eiu.com, Rapport de pays, îles Turques et Caïques, janvier 2008.

⁶² www.suntci.com/medical.asp, 14 novembre 2007.

⁶³ Présentation du budget 2006-2007, mai 2006, p. 27; Kairi Consultants Limited, Main Situational Analysis Report, octobre 2006, p. 83.

migration et la pêche illégales⁶⁴. En mai 2007, la police des îles Turques et Caïques a été accusée d'avoir percuté un bateau rempli d'immigrés haïtiens, qui a chaviré au large de Providenciales, tuant au moins 63 immigrés. Une enquête menée par le Service britannique d'enquête sur les accidents n'a toutefois pas permis d'étayer cette accusation⁶⁵. En décembre 2007, le Gouvernement des îles Turques et Caïques, le Ministre d'État des Bahamas à l'immigration et l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Bahamas ont tenu des pourparlers destinés à améliorer la coopération dans la lutte contre l'immigration illégale et le trafic de drogues⁶⁶.

61. Les crimes commis à l'aide d'une arme à feu ont augmenté dans les îles Turques et Caïques, ce qui a amené la police à proposer un mois d'amnistie pour les détenteurs d'armes illicites en mai 2007, mesure qui a permis de collecter 7 armes à feu et 71 cartouches⁶⁷. Au cours de l'année 2007, 36 agents de police supplémentaires ont été recrutés par les Forces de police royales des îles Turques et Caïques, un nouveau plan stratégique quinquennal pour la police a été établi et un nouveau service de gestion mis en place.

62. Au nombre des autres problèmes figurent la hausse des activités criminelles chez les enfants et les adolescents et l'augmentation du nombre d'affaires criminelles graves (61 en 2006) au cours de ces dernières années.

VI. Relations avec les organisations et partenaires internationaux

63. En mars 2006, les îles Turques et Caïques ont obtenu le statut de membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Le territoire a été admis comme membre associé du Comité de développement et de coopération de la Commission au début de 2008.

64. Le territoire est membre associé de la Communauté des Caraïbes et de l'Association des États de la Caraïbe⁶⁸. Il est membre de la Banque de développement des Caraïbes et de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol). Selon la Puissance administrante, il cherche à resserrer les liens avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales et avec les Bahamas voisines².

65. Avec 17 autres nations des Caraïbes, les îles Turques et Caïques participent au Pool d'assurance contre les catastrophes de la Banque mondiale, créé pour secourir les îles en cas de catastrophes naturelles⁶⁹.

66. Le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer, dont les îles Turques et Caïques, représentés à la réunion du Conseil consultatif de 2007 tenu à Londres les 4 et 5 décembre 2007, sont convenus d'étendre la Convention des Nations Unies contre la corruption à tous les territoires d'outre-mer, à la première occasion, tout en fixant à juin et à décembre 2008 respectivement l'extension à tous les territoires d'outre-mer de la Convention n° 182 de l'OIT sur l'interdiction des pires formes de

⁶⁴ Informations communiquées par la Puissance administrante, 9 janvier 2007; Associated Press, 21 février 2007.

⁶⁵ www.eiu.com, Rapport de pays, îles Turques et Caïques, janvier 2008.

⁶⁶ www.caribbeannetnews.com/turks, 7 décembre 2008.

⁶⁷ www.tcifreepress.com, 8 juin 2007.

⁶⁸ www.acs-aec.org, communiqué de presse n° 13, 2006.

⁶⁹ <http://www.upi.com>, 27 février 2007.

travail des enfants et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁷⁰.

67. En février 2008, le Ministre des services sociaux a présenté le projet de loi relatif à la Commission des droits de l'homme, visant à aligner la législation des îles Turques et Caïques sur celles du reste du monde. Le projet doit encore être adopté à l'issue d'un débat devant la Chambre d'Assemblée des îles Turques et Caïques⁷¹.

68. On trouvera dans le document E/2006/47 des informations sur les activités menées par le système des Nations Unies concernant les îles Turques et Caïques, notamment sur les consultations touchant les conventions internationales sur le travail et les recommandations de l'Organisation internationale du Travail.

VII. Statut futur du territoire

A. Position du gouvernement du territoire

69. La position du gouvernement du territoire concernant le statut futur des îles Turques et Caïques est examinée au chapitre II ci-dessus, relatif à l'examen de la modernisation de la Constitution.

B. Position de la Puissance administrante

70. Dans une déclaration qu'elle a faite le 11 octobre 2007 devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) au cours de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, la représentante du Royaume-Uni a indiqué notamment que « son Gouvernement, en tant que Puissance administrante de 10 territoires non autonomes, apportait appui et encouragement aux territoires qui souhaitaient obtenir leur indépendance, lorsque cela était une option possible. Le Gouvernement britannique et les territoires d'outre-mer continuaient de progresser vers les objectifs communs qu'étaient la sécurité, la stabilité et le développement politique et économique durable, la démocratie, la bonne gouvernance et le respect du droit. Le Gouvernement britannique examinait avec attention toutes les propositions d'amendements constitutionnels émanant de ces territoires »⁷².

71. Comme il a été indiqué dans un rapport précédent⁷³, dans son allocution du 24 avril 2006 prononcée pendant sa visite aux îles Turques et Caïques, le Ministre britannique des territoires d'outre-mer a dressé le bilan des relations entre le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer sept ans après l'adoption du Livre blanc de 1999, intitulé « Partnership for Progress and Prosperity: Britain and the Overseas Territories » (« Partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer »)⁵. La position du Royaume-Uni sur d'autres types de

⁷⁰ www.fco.gov.uk, communiqué de presse, 6 décembre 2007.

⁷¹ Caribbeannetnews.com, 13 février 2008.

⁷² Voir A/C.4/62/SR.5.

⁷³ Voir A/AC.109/2007/3.

liens, tels que définis dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale, a déjà été exposée⁷⁴.

C. Décision prise par l'Assemblée générale

72. Le 17 décembre 2007, les résolutions 62/118 A et B ont été adoptées sans avoir été mises aux voix par l'Assemblée générale, sur la base du rapport que lui avait transmis le Comité spécial (A/62/23) et de l'examen ultérieur de ce rapport par la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (A/62/412). La section X de la résolution 62/118 B concerne les îles Turques et Caïques. En vertu des paragraphes du dispositif, l'Assemblée générale :

1. *A accueilli* avec satisfaction la nouvelle Constitution du territoire, qui a pris effet en août 2006, et pris note du fait que le gouvernement du territoire réélu privilégiait le développement économique et la modernisation;

2. *S'est félicitée* des efforts actuellement déployés par le gouvernement pour répondre à la nécessité de veiller à raffermir la cohésion sociale dans l'ensemble du territoire.

⁷⁴ A/AC.109/2007/3.